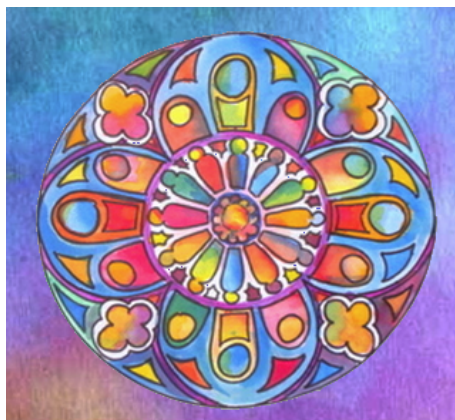


<http://larcenciel.be/spip.php?article1299>



6 août 2021 • Les délégués de 195 pays ont approuvé les nouvelles prévisions du GIEC

- ÉVÉNEMENTS et ACTUALITÉS - CARNET DE BORD 2022-2023 -

Date de mise en ligne : lundi 23 août 2021

Copyright © LARCENCIEL - site de Michel Simonis - Tous droits réservés

<http://larcenciel.be/sites/larcenciel.be/local/cache-vignettes/L400xH267/shutterstock-b5f44.jpg>

Les délégués de 195 pays ont approuvé vendredi les nouvelles prévisions des experts climat de l'ONU (Giec)

Ce rapport arrive à trois mois de la conférence climat de l'ONU COP26 à Glasgow (Ecosse), cruciale pour l'avenir de l'Humanité alors que seulement la moitié des signataires de l'Accord de Paris ont révisé leurs engagements de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

Une des questions centrales est la capacité du monde à limiter le réchauffement de la planète à +1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle, objectif idéal de l'Accord de Paris qui veut limiter la hausse des températures "bien en-deçà" des 2°C.

D'autres volets de l'évaluation du Giec doivent être publiés en 2022. Celui sur les impacts, dont l'AFP a obtenu une version préliminaire, montre comment la vie sur Terre sera inéluctablement transformée d'ici à trente ans, voire plus tôt.

Trop peu de pays ont déposé de nouveaux engagements

Seulement un peu plus de la moitié des Etats ont soumis leurs nouveaux engagements climatiques, s'est inquiétée samedi la responsable climat de l'ONU Patricia Espinosa, appelant également à "renforcer" l'ambition des plans déposés.

En vertu de l'Accord de Paris de 2015 qui vise à maintenir le réchauffement "bien en deçà" de +2°C, si possible +1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle, chacun des quelque 200 signataires devait déposer avant fin 2020 une version révisée de ses engagements en matière de lutte contre les dérèglements climatiques, appelés "contribution déterminée au niveau national" (NDC).

En raison de la pandémie de Covid-19 et du report d'un an de la conférence climat COP26 de Glasgow, à novembre 2021, de nombreux gouvernements avaient fait savoir qu'ils ne respecteraient pas les délais. Seulement 75 pays, dont très peu de gros émetteurs hormis l'UE, avaient effectivement déposé leur nouvelle NDC au 1er janvier 2021.

L'ONU avait fixé une nouvelle date limite au 30 juillet, pour que les engagements puissent être pris en compte dans l'évaluation globale qui doit être publiée avant la COP26, réunion cruciale pour l'avenir de la planète.

Mais vendredi, 110 pays seulement avaient déposé leurs engagements révisés : une "comparaison favorable" par rapport à janvier, mais "c'est encore loin d'être satisfaisant, puisque seulement un peu plus de la moitié des Parties (54%) ont respecté le délai butoir", a déclaré Patricia Espinosa dans un communiqué.

"Les efforts collectifs sont loin d'être à la hauteur"

La première évaluation des 75 engagements révisés publiée en février "montrait que les efforts collectifs sont loin d'être à la hauteur" : "J'espère sincèrement que l'estimation révisée des efforts collectifs révélera une image plus positive", a encore déclaré la responsable onusienne.

"Les vagues de chaleur extrêmes, les sécheresses et les inondations qui ont eu lieu récemment dans le monde entier sont un signal d'alarme qui montre qu'il faut faire beaucoup plus, et beaucoup plus vite, pour modifier notre trajectoire actuelle.

Le rapport de février estimait que l'impact combiné de ces nouvelles contributions (celles des 110 pays sur 200 qui avaient déposé leurs engagements révisés) constituerait moins de 1% de baisse des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 (comparé à 2010). Très loin des 45% nécessaires pour rester sous les 1,5°C comme l'ont estimé les experts climat de l'ONU (Giec).

Parmi les nouvelles contributions soumises, il y a celles des Etats-Unis revenus dans l'Accord de Paris dès l'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche, ainsi que celle du Canada.

Mais la Chine, qui s'est engagée à la neutralité carbone d'ici 2060, n'a pas déposé la sienne. L'Inde ou l'Afrique du Sud non plus.